



# INFONZ

Echos des syndicats et sections syndicales de  
l'Union Locale FO de Saint-Nazaire et région



n° 27 - 4<sup>ème</sup> année : avril - mai 2017.

## Union Locale des syndicats Cgt-FORCE OUVRIERE de Saint-Nazaire et région

Secrétaire Général : Gérard Caillon

4 rue François Marceau - 44600 Saint-Nazaire

Tel : 02 40 22 52 35 - Fax : 02 40 22 15 04

Lundi au jeudi : 9h30 - 12h30 et 13h30 - 17h30

Site : [www.ulfonz44600.fr](http://www.ulfonz44600.fr)

Mail : [ul.force.ouvriere.nz@wanadoo.fr](mailto:ul.force.ouvriere.nz@wanadoo.fr)

Permanence Juridique : mardi après-midi sur rendez-vous

Permanence AFOC : sur rendez-vous

Permanence Retraités : jeudi après-midi



« Nous ne voulons pas d'une loi Travail XXL qui ferait sauter les derniers verrous pour donner aux entreprises la possibilité de moduler le temps de travail jusqu'à 48 heures, ou qui ouvrirait la possibilité de décentraliser la question des salaires ....

Nous ne voulons pas du plafonnement des indemnités prud'homales en cas de licenciement abusif, ni du référendum entre les mains de l'employeur »

J.-C. Mailly au Parisien le 8 mai 2017

« Compte tenu de la situation et des mesures graves qui pourraient être décidées dans les semaines et mois à venir, y compris cet été, le CCN demande à toutes ses organisations, à tous ses militants, à tous ses syndiqués de rester particulièrement vigilants et mobilisés »

Extrait de la résolution du CCN de FO  
des 6 et 7 avril 2017



## Pas de « trêve revendicative » pour FO Police

Dans *Infonz* de juin 2015 (n° 11) nous avons présenté l'organisation de la Police nationale sur le district de St-Nazaire, la situation sociale chez les fonctionnaires de police et les revendications d'Unité SGP Police FO. Le numéro de novembre 2016 (n° 22) avait relaté la mobilisation des policiers suite aux événements de Viry Châtillon.

Entre les deux tours des élections présidentielles, le 26 avril, à Paris, une impressionnante manifestation de 10 000 policiers à l'appel du SGP FO a été complètement passée sous silence par les médias !



Nous avons rencontré à l'UL : **Stéphane Léonard**, secrétaire départemental d'Unité SGP Police FO, son adjoint **Pascal Demé** et **Yannick Danio**, responsable pour le district de St-Nazaire.

**INFONZ** : comment expliquer ce black out ?

**Stéphane** : notre Conseil national du 23 mars avait décidé cet appel à manifestation, destinée à réaffirmer nos revendications détaillées dans notre « livre blanc ». A cette occasion, celui-ci a été remis et commenté aux deux candidats « finalistes ». Mais, la semaine d'avant, le 20 avril, il y a eu l'attentat des Champs-Élysées et l'assassinat de notre collègue Xavier Jugelé.

**Pascal** : le Ministre de l'Intérieur a alors exercé une pression - quasi menaçante - sur notre Secrétaire général, Yves Lefèvre, pour l'annulation de la manifestation, qualifiée d'irresponsable. Les médias lui ont emboité le pas et ont décidé de ne pas rendre compte de la mobilisation des policiers, que nous avons bien entendu maintenue ... nous avons déposé des gerbes à l'endroit où Xavier avait été tué.



**INFONZ** : les annonces gouvernementales qui ont suivi la mobilisation des policiers de la fin 2016 n'ont donc pas répondu aux revendications ?

**Stéphane** : il y a eu un déblocage de crédits : 435 000 € dans le département, essentiellement affectés à la rénovation immobilière (65 000 € pour les peintures au commissariat de St-Nazaire), et un budget national pour l'équipement des unités d'appui en casques, gilets pare balles ... La hiérarchie nous rabâche « vous avez été gâté » : mais en réalité s'il y a eu une amorce de rattrapage vis-à-vis du retard accumulé, il n'y a toujours pas de mise à niveau et on continue de rogner sur les dépenses nécessaires.

**Pascal** : les véhicules par exemple tournent, il faut le rappeler, 7 jours sur 7, 24 heures sur 24. Auparavant ils étaient réformés à 180 000 km, ce n'est plus le cas aujourd'hui, depuis que la gendarmerie les gère. Au dernier CHSCT nous avons présenté des photos de véhicules avec leurs planchers perforés, les entrées d'eau, les portières ne fermant plus etc. ....

**Stéphane** : un autre exemple, le nouveau fusil d'assaut HKG36 qui doit permettre de répondre aux attaques à la Kalachnikov, n'est équipé d'aucune option, notamment la lampe ! Or, au Bataclan, l'attaque a eu lieu de nuit .... Ces options, nécessaires, coûteraient sur le département 7000 € : refusé !



De gauche à droite : Pascal, Yannick et Stéphane

**INFONZ** : il y avait aussi des revendications portant sur le soutien et la reconnaissance du travail des fonctionnaires de police ....

**Stéphane** : oui, je te donne un exemple : le 22 février 2014, à Nantes, lors d'une manifestation d'opposants à l'aéroport de Notre Dame-des Landes, il y a eu beaucoup de casse et 122 policiers ont été blessés. Notre syndicat a incité les collègues à déposer plainte contre X : sur les 80 plaintes, il n'a été répondu à aucune. A l'opposé nous sommes mis en cause immédiatement dans le cas inverse. Lors d'une autre manifestation en 2016, rue Amiral Courbet à Nantes, il y avait eu un blessé : l'administration a fait placarder des affiches d'appel à témoins contre les policiers. A contrario face aux tirs de lance-amarres (!) subis

par les collègues au centre de Nantes l'an dernier, rien de tel !

**Pascal** : il y a deux poids deux mesures et une absence complète de considération du travail des fonctionnaires de police. Sur ce point les choses n'ont pas évoluées depuis les manifestations de fin 2016.

**INFONZ** : il y a eu une évolution législative sur la question de la légitime défense des policiers

**Pascal** : c'était une revendication d'Alliance (CGC) - fortement relayée par les médias - mais pas de FO. La loi nous aligne désormais sur la gendarmerie, avec sommations et usage possible de nos armes. Mais les collègues sont très partagés et peu convaincus.

Ce que nous demandons à FO c'est la présomption d'innocence, au contraire des pratiques de notre administration.

**INFONZ** : de mauvaises relations avec la magistrature ont été aussi évoquées ...

**Stéphane** : encore une fois c'est le syndicat Alliance qui a incriminé la justice, prétendument laxiste. A FO, nous ne marchons pas là dedans : la RGPP a eu des effets dévastateurs dans toute la Fonction publique, la justice en a subi les conséquences tout comme la pénitencière ...



**INFONZ** : quel bilan tirez-vous de la mobilisation spontanée de fin 2016 ?

**Stéphane** : l'émotion a été grande suite à Viry Châtillon. Sans doute aussi y a-t-il eu une instrumentalisation de cette émotion légitime.

Quoiqu'il en soit, à FO nous n'avons pas voulu la récupérer, d'aucune façon. Mais nous étions au côté des collègues, clairement.

A notre demande, le Préfet s'est rendu, sans les syndicats, à la rencontre des policiers pour les écouter. Pour notre part, nous leur avons demandé d'écrire leurs témoignages et nous les avons fait passer au Préfet (plus d'une centaine). Il les a annexés au rapport qu'il a envoyé au ministère de l'intérieur. Il s'est bien rendu compte que les analyses et les revendications FO correspondaient à la réalité.

**Pascal** : les gars se sont rendu compte assez vite qu'ils avaient besoin d'une représentation syndicale et sont revenus nous voir.

Ils ont compris que « la base » n'était pas plus entendue et que le problème ce n'était pas « les syndicats ».

**INFONZ** : le feu couve toujours donc .... Quelles sont aujourd'hui les revendications prioritaires portées par le SGP FO dans son livre blanc ?

**Stéphane** : des réponses sont aujourd'hui très attendues, notamment sur le cycle des heures de travail<sup>1</sup> permettant de se libérer un week-end sur deux au lieu d'un sur six. Nous avons obtenu sa mise en œuvre à St-Nazaire à la grande satisfaction des collègues, mais la généralisation promise tarde. A La Baule nous sommes par exemple dans l'attente de deux fonctionnaires supplémentaires. Au plan national c'est notre premier combat.

**Pascal** : ensuite il y a la protection juridique des fonctionnaires de police (la présomption d'innocence), la simplification des procédures pénales ... et la reconnaissance de la part de la hiérarchie. Et puis nous travaillons activement à la reconnaissance comme « travailleurs de nuit », avec l'objectif d'obtenir des trimestres supplémentaires validés pour la retraite : nous avons déjà obtenu l'édition de fiches signalétiques rétroactives permettant de comptabiliser les années de travail nocturnes, ce qui n'était pas le cas jusqu'à maintenant.

**INFONZ** : quels sont vos rapport avec Alliance-CGC ?

**Stéphane** : ce syndicat a accompagné la RGPP et signé en 2008 un accord désastreux

- 8 000 postes de policiers supprimés en 5 ans et la perte de 5 jours de RTT par an, moyennant une augmentation de 2 % sur 4 ans de l'ISSP<sup>2</sup> et une augmentation du nombre de gradés ... ce qui a eu pour effet de bloquer l'avancement.

Ce syndicat négocie avant tout des avantages individuels pour sa « clientèle électorale ».

**Pascal** : après avoir appelé à voter pour M. Sarkozy dans le passé, ils ont appelé cette fois-ci à voter pour M. Macron. Celui-ci a pourtant annoncé qu'il allait supprimer les régimes spéciaux de retraite, donc celui des policiers !!

La position d'indépendance de notre confédération, se refusant comme d'habitude à quelque « consigne » de vote que ce soit, est donc très bien perçue par nos collègues ... Les prochaines élections professionnelles ont lieu l'an prochain

<sup>1</sup> Lire le détail dans *Infonz* n° 11 de juin 2015.

<sup>2</sup> Indemnité spéciale de suggestion de police : 24 % du salaire, comptant pour la retraite. Cette ISSP fut obtenue en 1982 par l'action de FO Police.

## Vente des Chantiers navals: tout est encore possible !

Le CE du 18 mai avait à son ordre du jour la cession à l'italien *Fincantieri* des 66 % de titres détenus par STX Europe AS. Le vote, consultatif, a donné : Contre 5 (FO et CGT) - Acte 4 (CGC et CFDT)

Le lendemain, 19 mai, l'entreprise italienne signait à Séoul le compromis de vente pour 79,5 M€.

La balle est dans le camp du nouveau Gouvernement français : **il peut, durant deux mois, engager son droit de préemption et acquérir ces 66% d'actions.**

Pour FO le combat pour la nationalisation continue.



« Pour FO, la protection de nos emplois pour 5 ans seulement est inacceptable compte tenu du plan de charge avec un carnet de commande pour 10 ans. Tout comme il est inconcevable la possibilité que *Fincantieri* puisse racheter les parts de la Fondation CR Trieste au bout de 8 ans.

Par ailleurs, nous n'avons eu aucune garantie pour la sous-traitance locale. FO déplore l'emploi sans cesse croissant de travailleurs détachés, pratique très développée chez *Fincantieri*. De plus, nous avons de sérieux doutes sur la politique salariale de *Fincantieri*. Pour FO, le risque de devenir mono produit est redouté et nous n'avons eu aucune véritable garantie sur ce point. Enfin, nous savons que les armateurs RCCL et MSC n'ont pas été consultés. Pourtant l'enjeu est capital pour le maintien de l'activité sur notre site. **C'est pourquoi, pour FO, le nouveau Gouvernement français doit prendre toutes ses responsabilités en nationalisant le dernier grand chantier naval du pays** » (Extrait de la déclaration FO)

Info de Nathalie Durand-Prinborgne

## STELIA : par la grève FO obtient un accord salarial



Ce mouvement dans tous les sites, « *usine vide et grève des heures supplémentaires* » était destiné à peser sur les négociations salariales.

FO refusait une AG par niveau et le gel du « point société » (ancienneté) en contradiction avec l'article 11 de l'accord société et estimait que l'augmentation générale devait, à elle seule, « garantir une progression salariale en maintenant le pouvoir d'achat par rapport à la prévision d'inflation ».

Rejoint par les autres syndicats, sauf la CGC, la grève suivie à 60 % fut un réel succès et permit de débloquer la situation.

L'accord, finalement signé par FO, prévoit une augmentation globale de 2,4 % : **0,7 % en AG, 1,7 % en AI avec une clause de rendez-vous pour l'AG en cas de dérapage de l'inflation.** Par ailleurs, la Direction est revenue sur le gel du point société.

Info de Patrice Halgand

## 12 au 14 avril : AG des syndicats FO d'Airbus à La Baule



Sous la présidence de Philippe Fraysse, Secrétaire fédéral en charge du secteur aéronautique, d'Yvonick Dreno, coordinateur FO AIRBUS Group, de Michel Le Roc'h, secrétaire de l'UD 44, de Frédéric David et Stéphane Bizot, secrétaires des sections syndicales d'AIRBUS et de STELIA et en présence de M. Yves Métaireau, maire de La Baule

## Transports routiers : à Donges, grève gagnante aux Citerniers bretons et chez Lorcy

3 avril : début d'un mouvement de grève national inédit et très suivi des salariés des 46 filiales du groupe EB Trans à l'appel de l'intersyndicale dont FO :

- Les revendications : obtenir une hausse des salaires ; protester contre la baisse des heures travaillées des nouveaux embauchés qui engendrent une concurrence au sein des différentes filiales du Groupe - « Elles passent de 185 heures à 169 heures, soit une perte de 300 € par mois environ » - ainsi que la suppression de leurs acquis.



5 avril : la négociation nationale a abouti à la fin des 169 heures<sup>3</sup>, la recapitalisation de SNAT FOURNAIRE et l'ouverture de négociations chez GOUBET pour sauver l'emploi et obtenir des avenants aux contrats de travail.

A Donges, aux Citerniers Bretons, les 3 jours de grève très suivis (à 90 %) ont aussi permis d'obtenir un déblocage de la négociation salariale : lors de la 4<sup>ème</sup> réunion, une augmentation salariale de 1 % a pu être obtenue. Chez Lorcy, un 4<sup>ème</sup> jour de grève a aussi permis d'arracher + 0,65 %.

Info de Vincent Lemaître

## Droit de grève chez Seris Security : FO ne cède pas au chantage et obtient gain de cause

Chez Seris Security, où FO avec 30 % des voix est le premier syndicat, un accord de « dialogue social » vient d'être signé.

Celui-ci offre des moyens supplémentaires aux syndicats. Mais il a fallu toute l'opiniâtreté des délégués FO, pour empêcher en contrepartie - véritable chantage de la Direction - un encadrement très restrictif du droit de grève des salariés, « parfaitement contraire à la Constitution

française et au Code du travail, mais malheureusement la Loi El Khomri étant passée par là, le moins disant étant légal »



Malgré les nombreuses pressions et menaces de la part de la Direction comme des autres syndicats CFTD, CFTC et CGC, sans se laisser impressionner, FO a fait céder la Direction et l'accord a pu être signé.

Info de Bruno Potier

## EPMS de Mindin : mobilisation à l'appel de FO et CGT

« Plus de 300 agents ont exprimé, via une pétition, leur souffrance, leur indignation et donc leur ferme opposition aux mesures mises en place dans le cadre du Plan de Retour à l'Equilibre et de Modernisation ».

A l'occasion d'un CTE, le 25 avril, les syndicats FO et CGT avaient appelé à un premier débrayage : plein succès !



Les revendications portent notamment sur :

- l'arrêt immédiat de la baisse des effectifs ;
- la réévaluation du pool de suppléance ;
- la prise en compte de la surcharge de travail dans des conditions de travail dégradées ;
- la préservation des 7h42/jour pour les contractuels ;
- la prise en considération de l'avis des représentants du personnel.

Nouvel appel à débrayage le 16 mai sur l'EPMS et l'IME de MINDIN : lors de la rencontre avec la Direction le 19 Mai, celle-ci a refusé de répondre favorablement aux revendications.



<sup>3</sup> Excepté pour des métiers très spécifiques, en zones courtes

La Directrice Générale demandait une suspension du mouvement ... pour une reprise des négociations en septembre !

[Les syndicats FO et CGT appelle à un nouveau débrayage mardi 30 mai sur le pont de St-Nazaire, de 13h30 à 15h30.](#)

Info de Yann Le Fol

### 5 mai : AG à l'hôpital de St-Nazaire à l'appel de FO

Environ 80 personnes étaient présentes, dont 5 médecins, à l'assemblée générale du 5 mai à l'initiative de FO. Nous avons fait un compte-rendu du CTE qui annonce l'arrivée d'un nouveau contrat de retour à l'équilibre avec encore et encore de nouvelles mesures d'austérité :

- Fin de contrats, gels de postes sur les départs en retraite, fin des remplacements pour maladies.
- Les remplacements ne se feront qu'après 3 semaines d'arrêts ... ou pas !
- Fin des heures supplémentaires payées sauf pour le personnel du bloc IADE, et IBODE qui ont recours à l'intérim en permanence.
- Augmentation des tarifs des repas au self, augmentation des chambres particulières pour les patients.
- Des fermetures de lits en gériatrie et maternité avec redéploiement pour l'unité de soins palliatifs qui doit ouvrir en septembre : qui dit fermeture de lits dit suppressions de postes.
- Réorganisation des EPAHD et USLD.
- Réorganisation de la crèche.
- Suppression du poste de cuisinier à la crèche qui était pourtant d'une importance capitale pour les régimes des enfants avec tout ce que cela comportait (mixés, gâteaux d'anniversaires, etc.) sans pour autant diminuer le paiement pour les parents.

Et certainement bien d'autres surprises à venir pour le prochain CTE.



Au vu de l'épuisement général des personnels et des annonces, il a été voté la grève à l'occasion des prochaines réunions d'instances. Le CTE du 19 mai a été repoussé au 29 mai et le conseil de surveillance le 1<sup>er</sup> juin.

Le personnel présent a aussi demandé une action commune avec les autres organisations syndicales. Nous nous rencontrons mardi prochain à 16h afin de voir ensemble les perspectives d'actions à mener.

Info de Clair Guillet

### Malaise à la Mairie de Frossay : FO défend les agents

Dans un courrier du 7 avril à la Sous-préfète de St-Nazaire, Fabien Leblanc, secrétaire des territoriaux FO St-Nazaire, l'informe de la situation sociale dégradée dans cette mairie.

Sanctions injustifiées, arrêts de travail - l'un sans doute reconnu en accident de travail par l'inspection de la SS - climat de crainte, souffrance au travail ... faits à l'appui, il conclut qu'« il y a incontestablement un mal-être au travail suivi de défiance et de conflits qui n'ont pas lieu d'être »



Le syndicat va contester les sanctions disciplinaires auprès du tribunal administratif « ce qui ne règlera pas le climat qui se détériore sérieusement ... face à cette situation alarmante, je vous écris dans l'espoir de vous rencontrer afin de vous exposer plus en détail ce dossier ».

Ce courrier a contribué au départ de la Directrice générale des services qui avait été recrutée sans concours de la Fonction publique et ne pouvait donc pas prétendre à ce poste, mais que le maire voulait absolument garder. Ce départ a soulagé un certain nombre d'agents ...

Affaire à suivre

Info de Fabien Leblanc

### EHPAD Camille Claudel de Trignac : FO majoritaire

Les élections du 5 mai de la délégation unique ont donné les résultats suivants : 63 inscrits, 56 votants, 7 blancs/nuls : 49 exprimés.

Titulaire : Gaëlle David, élue FO

FO : 21 voix - CFDT : 17 voix - CGT : 11 voix

Suppléante : Gwenaëlle Ker, élue FO

FO : 19 voix - CFDT : 18 voix - CGT : 12 voix

## Mobilisation au Collège René Guy Cadou de Montoir : suite<sup>4</sup> ...

Le 22 mars, une délégation de professeurs - dont Jérôme Guyon, représentant FO - de parents d'élève, d'un représentant de la mairie et du principal du collège a été reçue à la Direction des services de l'Académie. Ils ont défendu leurs revendications d'une classe supplémentaire en 6<sup>ème</sup> et d'une en 4<sup>ème</sup>.



Professeurs, parents et adjointe à l'enseignement ont fait le point au collège après la rencontre avec l'Académie.

La Directrice académique adjointe a semblé sensible aux arguments présentés. Pour l'instant, a-t-elle dit, « toutes les dotations sont figées jusqu'en juin » mais elle a déclaré « qu'une attention particulière serait donnée lors de l'affectation des moyens en fin d'année au collège de Montoir de Bretagne ».

Ils ont relaté cette rencontre lors d'une conférence de presse : article dans Ouest France du 1<sup>er</sup> avril.

Attentifs et vigilants quant à l'évolution des moyens accordés au collège, une nouvelle réunion avec les parents se tiendra le 22 juin, afin de décider des actions à mener si les revendications ne sont pas satisfaites.

Info de Jérôme Guyon

## Meeting du 1<sup>er</sup> mai à l'UL

Présence nombreuse à la réunion du 1<sup>er</sup> mai à l'UL, sous la présidence de Bruno Cailleateau, Secrétaire adjoint de l'UD.

Dans le contexte particulier de l'entre-deux tours des élections présidentielles, pour lesquelles FO ne donnait aucune « consigne » de vote, celui-ci, rappelant l'origine du 1<sup>er</sup> mai, est intervenu sur l'avenir des Chantiers navals en rappelant la condamnation par FO de la décision gouvernementale de « vente à la découpe » à Fincantieri, les actions revendicatives du

moment soulignant l'absence de  
« trêve électorale »



De nombreux participants sont intervenus : sur l'hôpital de St-Nazaire, les restrictions du droit de grève (Séris), les négociations salariales des routiers, la situation dans les EHPAD, la vigilance de mise vis-à-vis des velléités d'ordonnances notamment sur le Code du travail ...

Le verre de l'amitié a clôturé cette réunion.

## Mobilisation réussie des retraités le 30 mars



Mobilisation bien suivie - plus de 250 - à l'appel de l'intersyndicale FO, CGT, FSU, Solidaire, CFTC, CGC, FGR-FP sur les revendications communes, notamment pour la revalorisation des retraites.



<sup>4</sup> Voir INFONZ n° 25 et 26 de février et mars 2017.

## Progression de la représentativité de l'UL FO

Le 1<sup>er</sup> janvier 2018, de nouveaux conseillers prud'hommes entameront un mandat de quatre ans. Ils ne seront plus élus par leurs pairs, mais, en application de la loi du 18 décembre 2014, nommés par le Gouvernement, sur proposition des organisations syndicales. Le nombre de sièges est basé sur la mesure de l'audience des organisations syndicales dans chaque département.

Le nombre de conseillers FO au niveau national est de 1150.

### Prudhommes de St-Nazaire :

	Représentativité FO 2008 / 2018		Ecart	Sièges
Industrie	13,36 %	<b>21,49 %</b>	<b>+ 8,13 %</b>	2 (+ 1)
Commerce	12,62 %	<b>17,33%</b>	<b>+ 4,71 %</b>	1
Agriculture	10,40 %	<b>6,33 %</b>	- 3,97 %	0
Activités diverses	11,17 %	<b>13,50 %</b>	<b>+ 2,33 %</b>	0
Encadrement	7,04 %	<b>11,30 %</b>	<b>+ 4,26 %</b>	0

### 27 avril : AG de l'UDR 44



L'Association des retraités de St-Nazaire était fortement représentée à cette AG, tenue en présence de **Michel Le Roc'h**, secrétaire de l'UD et présidée par **Paul Barbier** du BN de l'UCR. Une résolution a été débattue et adoptée à l'unanimité (voir le texte complet dans le journal de l'UDR à paraître prochainement).

Elle se conclue par :

« Résolue en conséquence à faire valoir plus que jamais ses revendications, l'AG de l'UDR FO 44 se félicite du succès des mobilisations nationales auxquelles l'UDR a contribué : que ce soit celle du 7 mars dernier au côté des salariés hospitaliers et de l'action sociale ou celle du 30 mars dernier à l'appel de l'UCR FO et des 8 autres Unions confédérales de retraités sur les revendications communes.

« *Compte tenu de la situation et des mesures graves qui pourraient être décidées dans les semaines et mois à venir, y compris cet été* » l'AG de l'UDR FO 44, avec le CCN « *demande à toutes ses organisations, à tous ses militants, à tous ses syndiqués de rester particulièrement vigilants et mobilisés* ».



### Formation syndicale

- 6 au 8 juin : négociier.
- 2 au 6 octobre : s'organiser
- 20 au 24 novembre : découverte de FO et moyens d'action du syndicat

### Agenda

- Mardi 27 juin : CE de l'UL
- **Mercredi 28 juin, vers 12h/14h : Meeting aux chantiers navals avec Jean-Claude Mailly et Frédéric Homez**
- Jeudi 29 juin : congrès du syndicat des métaux de St-Nazaire.
- 30 juin - début Juillet : élections DP/CE aux chantiers navals STX

### A NOTER :

- Jeudi 21 septembre en soirée, maison des syndicats : **Réunion - débat sur la Sécurité Sociale** organisée par l'UL avec Gérard Da Silva auteur de « *Georges Buisson père de la sécurité sociale* ».

Retrouvez tous les numéros d'INFONZ sur [www.ulfonz44600.fr](http://www.ulfonz44600.fr)